



D'un ton ferme, Maurice Kamto, dans une nouvelle communication, invite le peuple à se tenir prêt, si le régime de Paul Biya s'entête à organiser les prochaines élections régionales sans la réforme consensuelle du système électoral, ou encore sans mettre fin à la violente guerre qui déchire depuis 04 ans les régions anglophones du Cameroun.

Le virulent opposant promet une réplique énergique du peuple, si jamais le régime de Paul Biya, décide de ne pas respecter ces préalables. **« Trop c'est trop! Si comme à son habitude, ce régime choisit la confrontation et convoque le corps électoral, même pour les élections régionales, sans avoir, au préalable crée les conditions du retour à la paix dans le NOSO et procédé à une réforme consensuelle et effective du système électoral, il aura la réplique du peuple. Je demande au peuple camerounais de rester mobilisé, vigilant, et surtout se tenir prêt »**, lance Maurice Kamto.

Kah Walla

La position du leader du MRC n'est très loin de celle privilégiée depuis un moment par Edith Kah Walla. Cette activiste politique veut que le peuple passe directement à l'action. Il faut selon elle, envisager une révolution **« non violente »** qui va balayer le régime de Paul Biya.

Ainsi donc, la présidente du Cameroon People's Party (CPP) ne cache plus son envie de voir

le peuple descendre dans les rues pour faire fuir le dirigeant camerounais. Mais avant cela, Kah Walla, encourage le MRC de Maurice Kamto à tourner la page de la présidentielle 2018. Et ensuite, elle invite toutes les forces vives du Cameroun (partis politiques, société civile, Eglises...) à se mettent ensemble pour créer la masse critique.

Par ailleurs, Kah Walla pense que la méthode qu'emploie le MRC de Maurice Kamto pour conquérir le pouvoir est obsolète. D'après elle, il faut rapidement retourner la page du « **Holp-Up électoral** » et envisager une autre option qui pourrait mettre réellement à mal le régime en place.

Bien connue pour son franc-parler et son intransigeance, Kah Walla ne passe pas par quatre chemins pour indiquer qu'il faut chasser le président en place par la rue. Une révolution « non violente » à l'image du Soudan, l'Algérie ou encore du Burkina-Faso. Une fois le régime tombé, on pourra alors organiser de nouvelles élections avec un nouveau code électoral.